

“Bernie Sanders propose qu’au-delà d’un milliard, tous les revenus soient captés par l’impôt”

Olivier Pascal-Mousselard

Alors que s’ouvrent ce lundi 3 février, aux États-Unis, les primaires du Parti démocrate, nous avons rencontré l’économiste français Gabriel Zucman, auteur du “Triomphe de l’injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie”. Conseiller de la candidate démocrate Elizabeth Warren et de Bernie Sanders, il prône, avec eux, une taxation radicale des plus riches. Pour mettre fin à un hold-up qui fragilise la démocratie américaine.

La richesse, c’est le pouvoir ; l’extrême concentration des richesses, c’est l’extrême concentration des pouvoirs. La capacité d’influencer les politiques publiques, d’étouffer la concurrence, de façonner les idéologies. » Depuis quarante ans, explique le jeune économiste français Gabriel Zucman (33 ans), professeur à l’Université de Berkeley aux États-Unis, une infime partie de la population américaine dévore sans vergogne une part croissante de la richesse nationale, transformant peu à peu le pays en

oligarchie : 0,1 % des Américains possèdent à eux seuls la même portion du patrimoine national que... 90 % du reste de la population. Comment ce scandale est-il possible ? Surtout aux États-Unis qui, rappelle Zucman dans *Le Triomphe de l'injustice*, coécrit avec son collègue Emmanuel Saez, ont été pendant longtemps le pays le plus exigeant du monde en matière de fiscalité progressive (les riches y payaient proportionnellement plus que les pauvres) ? Il y a quelques mois, les deux « Frenchies » ont tapé dans l'œil d'Elizabeth Warren et de Bernie Sanders, les candidats les plus à gauche de la primaire démocrate. L'un et l'autre se sont appuyés sur leurs travaux pour inscrire dans leurs programmes une plateforme fiscale radicale – dans laquelle le fameux « 1 % » des plus fortunés se verrait lourdement taxé, comme il l'a été jusque dans les années 1970. « *L'impôt, c'est le vol* », disait Ronald Reagan il y a quarante ans. Ne pas payer les impôts que l'on doit, montre Zucman, est un hold-up bien plus grave, qui affecte directement la santé, la sécurité et l'éducation des plus pauvres. Et fragilise la démocratie.

Comment expliquez-vous que, dans sa majorité, l'électorat populaire américain, victime directe de l'évasion fiscale des plus riches, ait voté pour Donald Trump, qui se flattait de ne pas payer d'impôts ?

L'abstention est importante chez les Américains les plus pauvres, et la partie de l'électorat populaire qui s'est détournée de Barack Obama pour voter Trump ne l'a pas fait par adhésion à ses propositions fiscales. D'ailleurs, les sondages montrent qu'une majorité d'Américains, y compris chez les Républicains, est favorable à l'augmentation de la taxation des plus riches et des multinationales. Mais le Parti démocrate a longtemps été incapable d'offrir une plateforme progressiste qui réponde au défi inégalitaire. En matière fiscale, Hillary Clinton ne proposait pas de véritable rupture avec la grande réforme de Reagan qui, en 1986, a totalement rebattu les cartes en baissant le taux marginal supérieur d'imposition (celui des plus riches) de 70 % à 28 %. Quant aux deux présidents démocrates qui ont depuis accédé à la Maison-Blanche, Bill Clinton et Barack Obama, ils n'ont fait qu'arrondir les angles de la fiscalité reaganienne, sans jamais remettre en cause sa philosophie.

Pourquoi l'injustice fiscale est-elle nocive à la démocratie ?

L'injustice fiscale est le processus par lequel, alors que les inégalités augmentent, le système fiscal devient de moins en moins redistributif. Le phénomène frappe les États-Unis, mais aussi l'Europe, même si c'est moins flagrant – avec une concurrence fiscale féroce entre des pays comme l'Irlande et le Luxembourg, qui rivalisent pour attirer des multinationales en leur offrant des taux d'imposition sur les sociétés très bas, ou la suppression de l'impôt sur la fortune (ISF), en France notamment. Ce processus, insupportable pour les classes défavorisées, débouche à la fois sur un rejet de la mondialisation sous sa forme actuelle, et sur une défiance vis-à-vis des institutions : quand les gouvernements démocratiquement élus multiplient les baisses d'impôts pour les plus riches, c'est bien la preuve, se disent beaucoup d'électeurs, que quelque chose ne fonctionne pas dans le système.

“En 2018, les milliardaires américains ont, en proportion de leurs revenus, payé moins d’impôts que leur secrétaire !”

À quoi mesure-t-on cette injustice ?

Les symptômes sont flagrants. Si on regarde l’ensemble des prélèvements obligatoires américains, on voit que, peu ou prou, tous les groupes sociaux – classes populaires ou supérieures – payent entre 25 et 30 % de leurs revenus en impôts... sauf les milliardaires. Ces derniers ont un taux d’imposition effectif de 23 % ! C’est une rupture majeure dans l’histoire des États-Unis, longtemps à l’avant-garde avec leur système fiscal redistributif. Songez un peu que, dans l’après-guerre, le taux effectif d’imposition était supérieur à 50 % pour les plus fortunés et inférieur à 20 % pour le reste de la population. En 2018, pour la première fois depuis plus d’un siècle, les milliardaires américains ont, en proportion de leurs revenus, payé moins d’impôts que leur secrétaire !

En quatre décennies, les inégalités sont devenues vertigineuses...

Trois chiffres disent leur ampleur. En 1980, 1 % des plus hauts revenus captaient 10 % du revenu national ; aujourd’hui, ils en aspirent 20 %. Si on se concentre sur le patrimoine, on découvre que le top 0,1 % de la population américaine possède désormais 20 % du patrimoine national (contre 7 % en 1980). Autrement dit, la même chose que 90 % des Américains ! Il faut enfin savoir qu’en 1980 les classes populaires avaient en moyenne un revenu annuel de 18 000 dollars par an. À combien s’élève-t-il aujourd’hui ? 18 500 dollars. En quarante ans, les revenus de 122 millions d’Américains n’ont absolument pas augmenté alors que ceux des 1 % les plus riches explosaient.

“Sur la question de la fiscalité, on a vu émerger en quelques années un courant progressiste attractif au sein du Parti démocrate.”

Aux États-Unis, quand on naît pauvre, on reste donc pauvre : comment croire encore au rêve américain ?

Je ne suis pas certain que les Américains y croient tant que cela. Les 18-35 ans, notamment, sont conscients de cette stagnation des revenus : les étudiants entrent dans la vie active lestés de dettes, et ils constatent que l’accès à l’éducation, au logement et à la santé est de plus en plus coûteux. Quant à l’espérance de vie, elle a carrément décliné pour la troisième année consécutive dans le pays. Pas de quoi inspirer l’optimisme ! Mais les choses peuvent changer rapidement. En quelques années on a vu émerger un courant progressiste attractif au sein du Parti démocrate avec Bernie Sanders, Elizabeth Warren ou Alexandria Ocasio-Cortez. N’oublions pas qu’en 1913 l’impôt sur le revenu était considéré comme inconstitutionnel par la Cour suprême américaine. Et que quatre ans plus tard, en 1917, non seulement il existait, mais son taux marginal supérieur était fixé à 70 % ! On était passé très vite de zéro impôt à la fiscalité la plus progressive du monde.

Comment les multimilliardaires font-ils pour payer moins d'impôts que leur secrétaire ?

À la baisse du taux marginal supérieur d'imposition s'est ajouté depuis quarante ans un déclin général de l'imposition du capital sous toutes ses formes – dividendes, plus-values, profits des sociétés. Comme ces types de revenus bénéficient surtout aux riches, ce sont eux, et plus particulièrement les grands actionnaires de sociétés, qui ont profité de cette baisse. Mais deux autres choses expliquent l'explosion des inégalités : le boom de l'optimisation, ou plutôt de l'évasion fiscale, et le triomphe de la concurrence fiscale entre des pays. À partir des années 1980, le célèbre leitmotiv de Reagan à propos des impôts (« *qui ne sont pas la solution à nos problèmes ; c'est le gouvernement, le problème* ») a légitimé du jour au lendemain les montages fiscaux et l'évasion. Résultat : craignant que les riches s'en aillent, de nombreux gouvernements ont décidé de baisser leurs impôts. Un véritable engrenage.

“Aux Bermudes, Google a déclaré 20 milliards de chiffre d'affaires, alors qu'il n'y exerce strictement aucune activité économique.”

Google est une bonne illustration de cette évasion fiscale...

En effet. Quelques mois avant d'être cotée sur le marché américain des actions, en 2003, l'entreprise a vendu sa propriété intellectuelle, et en particulier ses algorithmes autour de la publicité, à sa propre filiale localisée aux Bermudes. Pour avoir le droit d'utiliser ces algorithmes, les autres filiales de la firme, en Allemagne, en France, partout, doivent donc désormais payer des royalties à Google Bermudes. Ces redevances réduisent considérablement l'assiette fiscale de Google dans les pays où la fiscalité est « forte », et l'augmentent d'autant aux Bermudes où l'impôt sur les sociétés est... nul. En 2018, Google a déclaré sur l'île 20 milliards de dollars de chiffre d'affaires, alors qu'il n'y exerce strictement aucune activité économique, juste des mouvements de bénéfices sur le papier. Ce type de montages n'est pas une fatalité : toute une industrie s'est construite pour aider les multinationales à les réaliser. Mais elle n'existe que parce que les gouvernements la tolèrent, et pourrait être régulée. Dans les lois fiscales américaines ou françaises, des clauses anti-abus soulignent en effet expressément que toutes les transactions qui n'ont pour finalité que d'économiser des impôts sont illégales. Le gouvernement américain pourrait attaquer Google. S'il ne le fait pas, c'est un choix politique.

De là à penser qu'il existe une collusion entre les élites politiques et les fraudeurs économiques qui financent leurs campagnes, il n'y a qu'un pas...

Je comprends la tentation de voir les choses ainsi mais je ne pense pas que ce soit la bonne clé. Les problèmes fiscaux qui accompagnent la mondialisation sont relativement récents : une vingtaine d'années pour les paradis fiscaux, par exemple. Comprendre leur fonctionnement, puis engager des actions, prend du temps aux décideurs publics. Beaucoup ont simplement cru que l'optimisation était un processus naturel et qu'on ne pouvait pas y faire grand-chose. Maintenant on a plus de recul pour trouver des solutions.

“Les classes moyennes et populaires voient leurs impôts augmenter quand Google et les autres évitent de régler les leurs.”

Mais le « casse » continue : vous comparez la vente de certains produits d'évasion fiscale au commerce d'outils de cambriolage...

Si Google « exporte » ses impôts aux Bermudes, il faut bien que le reste des contribuables paye ce manque à gagner. Il s'agit, ni plus ni moins, d'un transfert de ressources au détriment des classes moyennes et populaires, qui voient leurs impôts augmenter quand Google et les autres évitent de régler les leurs. Résultat : en 1950, aux États-Unis, l'impôt fédéral sur les bénéfices des sociétés collectait 8 % du revenu national. Aujourd'hui, 1 % – en clair, il a quasiment disparu. Pour les cotisations sociales, c'est l'inverse : en 1950, elles représentaient 1 % du revenu national, aujourd'hui 9 %. Le gouvernement fédéral a détaxé les grandes entreprises et remplacé leurs impôts par des taxes sur les salaires.

Il fut une époque où ne pas payer ses impôts quand on est un particulier riche ou une entreprise florissante aurait semblé honteux...

Quand Franklin Roosevelt crée le système fiscal progressif, avec un taux marginal supérieur de 90 % et un impôt sur les sociétés de 50 %, il donne des ressources à l'administration fiscale pour effectuer des contrôles rigoureux. Mais surtout, il tente d'infléchir les normes sociales dans un sens « pro-impôts », soulignant dans ses allocutions radiophoniques qu'ils sont le prix à payer pour vivre dans une société civilisée, et s'attaquant aux grandes fortunes qui font de l'évasion fiscale. Les successeurs de Roosevelt poursuivront cette politique et le consentement à l'impôt sera largement acquis jusqu'à Ronald Reagan. Comme quoi, pour que l'impôt fonctionne, il faut que les normes sociales suivent.

“Avec les années 1980, l'entreprise, qui ne se sent plus responsable que devant ses actionnaires, est obsédée par l'idée de maximiser ses profits.”

Qu'un chef d'entreprise nationale comme Carlos Ghosn s'offre une soirée de gala au château de Versailles pour son 60e anniversaire aux frais de son entreprise aurait-il été possible ?

Cela aurait semblé ahurissant. Mais c'est toute une philosophie qui a changé. Hier, l'entreprise ne se sentait pas seulement responsable auprès de ses actionnaires mais aussi auprès de ses employés, de ses clients et de l'ensemble de la société. Faire de l'optimisation fiscale et payer moins d'impôts n'étaient pas une priorité pour les patrons. Avec les années 1980, tout change, notamment dans les pays anglo-saxons : l'entreprise, qui ne se sent plus responsable que devant ses actionnaires, est obsédée par l'idée de maximiser ses profits. L'optimisation devient soudain très attrayante.

Comment Elizabeth Warren et Bernie Sanders espèrent-ils convaincre les classes populaires que l'impôt est le nerf de la guerre ?

Citer les chiffres ne sera pas suffisant. Il faut répondre concrètement au défi inégalitaire. Et bien comprendre que l'objectif final d'un impôt fortement progressif n'est pas de remplir les caisses de l'État mais de réduire les inégalités en diminuant le nombre de milliardaires. Ce principe essentiel fut explicité par Roosevelt dans un discours devant le Congrès en 1942 : « *Je pense qu'aucun Américain ne devrait avoir un revenu après impôt supérieur à 25 000 dollars (1 million de dollars d'aujourd'hui), a-t-il dit en substance. Je propose de créer un taux marginal d'imposition de 100 % au-delà de 25 000 dollars.* » Le Congrès hésite mais se met finalement d'accord sur... 93 %. Pour Roosevelt, toute concentration excessive des revenus ou des patrimoines était une mauvaise chose en soi : concentration des richesses signifie concentration des pouvoirs, et capacité d'influencer les politiques publiques et les marchés, de créer des monopoles, d'acheter des journaux, bref, d'imposer une idéologie. Avec les risques de violence afférents : révoltes fiscales de type Gilets jaunes, basculement vers le protectionnisme ou succès populistes lors des élections.

“Le slogan ‘Abolish Billionaires’ (abolissons les milliardaires) connaît un beau succès.”

Posons la question brutalement : combien les plus riches doivent-ils payer ?

Bernie Sanders propose une imposition maximale de 100 % : au-delà d'un milliard de dollars de patrimoine, tous vos revenus sont captés par l'impôt. Quant à Elizabeth Warren, elle n'est pas loin de ce chiffre. Dans les deux cas, on dépasse les taux d'imposition supérieurs des années 1950 ou 1960. Le slogan « *Abolish Billionaires* » (abolissons les milliardaires) connaît d'ailleurs un beau succès. De notre côté, pour réduire significativement les inégalités, nous proposons un impôt de 10 % par an sur les fortunes au-delà d'un milliard de dollars. Ainsi, vous rabotez les grandes fortunes, vous réduisez fortement à terme la concentration des richesses, et vous générez des recettes fiscales importantes à court et moyen termes, ce qui bénéficie au reste de la population. Cela vous ouvre des perspectives très intéressantes pour une politique sociale ambitieuse en matière de santé ou d'éducation, encore trop embryonnaire outre-Atlantique.

Pour quelqu'un comme Bill Gates, qu'est-ce que cet impôt changerait ?

Appliqué sur trente ans, il ferait passer sa fortune de 97 milliards à 4 milliards de dollars – ce qui lui laisserait tout de même de quoi vivre.

Il vous répondra qu'il veut bien donner sa fortune, mais à sa fondation, pas au gouvernement américain...

La philanthropie pose plusieurs problèmes. D'abord, si vous additionnez les sommes que les milliardaires américains donnent aux œuvres de bienfaisance,

vous constatez que, tous ensemble, ils ne se défont en réalité que de... 0,4 % de leur fortune chaque année. C'est beaucoup moins qu'un tout petit impôt sur la fortune. La philanthropie est aussi un déni de démocratie flagrant : Bill Gates ou Warren Buffett sont bien aimables, mais s'ils pensent qu'ils doivent décider seuls de la meilleure façon de lutter contre la pauvreté, autant revenir à l'Angleterre du xviii^e siècle ! Dans une démocratie, c'est par la délibération collective, la levée d'impôts, les débats parlementaires et budgétaires, que ces questions sont tranchées. Le principe de base, c'est que la collectivité sait mieux qu'un petit groupe fortuné ce qui est bon pour l'ensemble du pays. Sinon, on vit dans une oligarchie.

GABRIEL ZUCMAN EN QUELQUES DATES

30 octobre 1986

Naissance à Paris.

2005

Intègre l'ENS Cachan.

2013

Publie *La Richesse cachée des nations. Enquête sur les paradis fiscaux*, éd. du Seuil.

Depuis 2015

Professeur assistant à l'université de Californie, à Berkeley.

Mai 2018

Prix du meilleur jeune économiste de France.

À lire

Le Triomphe de l'injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie, d'Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, éd. du Seuil, 224 p., 22 €.